

Crise environnementale : pourquoi il faut **questionner** les "appels à agir d'urgence"

On peut approuver un diagnostic et être en désaccord avec les remèdes proposés.

C'est ce qui nous est arrivé récemment à la lecture de tribunes rédigées dans la presse par des scientifiques, et d'appels de la société civile au sujet de la crise environnementale. C'est pourquoi nous, deux chercheurs en sciences humaines et sociales, souhaitons ouvrir un débat.

Nous avons notamment rencontré ces enjeux environnementaux [lors d'enquêtes conduites auprès du public de musées de sciences](#) dans les années 1980. Les préoccupations écologiques des publics semblaient alors inaudibles pour les institutions, ces dernières y voyant trop souvent l'expression d'une peur irrationnelle.

Notre constat s'appuie également sur une décennie de [recherches sur les parcs naturels et les politiques de la nature](#) ; recherches qui nous ont conduits à une critique de la modernité et des universalismes surplombants.

Aujourd'hui, si nous sommes convaincus du caractère catastrophique de la situation environnementale, nous sommes en désaccord avec le scientisme autoritaire de certains appels à la mobilisation.

Le sérieux a changé de camp

Les diagnostics scientifiques de la crise environnementale (changement climatique, érosion de la biodiversité, pollutions et problèmes de santé publique, accélération de ces processus) témoignent de la non-soutenabilité du modèle de développement des pays industrialisés ; ce constat a maintenant dépassé la sphère académique : les rapports du GIEC (Groupe international d'experts sur le climat) et de l'IPBES (Panel international d'experts sur la biodiversité et les services écosystémiques) ainsi que les tribunes de scientifiques sont commentés dans les médias nationaux.

Les climatosceptiques ont été délégitimés, et il y a consensus sur l'inéluctabilité des dégradations de notre environnement et sur leur origine anthropique. Le concept d'« anthropocène » – l'être humain comme force de transformation de la planète – s'installe après avoir été énoncé en 1949 par Fairfield Osborn. Comme le souligne l'astrophysicien Aurélien Barrau [dans l'une de ses conférences](#), « le sérieux a changé de camp » : autrefois considérés comme des rêveurs, les écologistes ont vu leurs arguments légitimés par la recherche scientifique.

Leurs causes paraissent maintenant relever de l'intérêt général et ce sont les technocrates des ministères qui semblent irrationnels, incompetents, voire cyniques et corrompus par les lobbies. La cause environnementale a subi assez d'épreuves pour que sa trajectoire s'installe durablement dans l'espace public et qu'elle soit maintenant entendue, dans les deux sens du terme : *écoutée*, mais aussi *validée*.

Ces constats sont aussi les nôtres. Le sérieux a en effet changé de camp. Nous devons en tirer les conséquences.

Les appels paradoxaux au pouvoir politique

L'étape actuelle est celle des appels à l'action. Après la [démission de Nicolas Hulot](#) fin août 2018, la marche pour le climat et son interpellation des pouvoirs publics a constitué un temps fort des mobilisations. Sa seconde édition, le samedi 13 octobre 2018, comptait [80 marches organisées](#) dans toutes la France.

Sur le site de [« Rise For Climate »](#) (« Debout pour le climat ») – cet appel mondial lancé le 8 septembre dernier par l'ONG 350.org et qui a donné lieu à des rassemblements citoyens dans les grandes villes du monde –, on peut ainsi lire : « Sur 7 continents, dans 95 pays, avec plus de 900 actions, les citoyens du monde entier ont

réclamé à leurs responsables locaux un véritable engagement pour le climat ». Et, un peu plus loin : « Rejoignez-nous pour une action locale simple et efficace en vue d'un monde zéro fossile. Montrons à nos dirigeants et à nos entreprises que la transition vers un monde 100 % renouvelable et alimenté de manière équitable avance chaque jour ».

Les solutions paraissent simples, il suffirait *d'agir*. Les interlocuteurs sont clairement désignés : *le pouvoir politique*, et plus à la marge *les entreprises*. Les appels [d'Aurélien Barrau, soutenu par 200 personnalités](#) et celui des [700 scientifiques pour le climat](#) s'adressent eux aussi à la sphère politique.

Dans ces appels, on trouve l'injonction à agir d'urgence, des solutions concrètes à appliquer, l'interpellation des politiques et des entreprises et des références aux sciences pour justifier le diagnostic et les solutions.

Leurs auteurs en appellent à l'autorité de l'État, voire à des mesures coercitives éventuellement impopulaires. Le politique devrait protéger les populations contre leur gré, Aurélien Barrau utilisant la métaphore de l'autorité parentale. Les politiques devraient limiter les libertés de leurs enfants pour les empêcher de casser leurs jouets.

L'imaginaire de ces appels est limpide : le sérieux n'a pas changé de camp, ou alors très brièvement car il est en effet vite relocalisé chez les politiciens, les populations étant irresponsables et infantiles.

Mais les politiques ont montré qu'ils n'étaient pas plus éclairés ni plus sages que ceux sur lesquels ils exercent leur pouvoir. Et s'il faut agir, ce n'est pas en renforçant des pouvoirs qui se sont disqualifiés. Il faut cesser de fantasmer un public infantile qui devrait être gouverné plus fermement.

En finir avec la délégation d'un pouvoir autoritaire

[Les enquêtes menées auprès des publics des musées de sciences](#) ont fait apparaître non des peurs irrationnelles mais bien des préoccupations justifiées.

À partir des années 1960, émerge un certain volontarisme politique sur ces questions, avec la création des parcs nationaux puis celle du ministère

de l'Environnement notamment. Mais ce sont en général les mobilisations du public qui ont permis de faire pression sur les acteurs politiques et économiques, constamment en retard sur la sensibilité environnementale. Et la violence avec laquelle sont réprimés les mouvements qui développent d'autres manières de vivre ensemble, hors du contrôle politique, est significative de ce refus de tolérer un autre mode de vie.

Prenons l'exemple des habitants de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, qui ont élaboré ces dernières années des manières de vivre passionnantes, preuve vivante qu'un autre monde est possible. Or l'État a préféré détruire tout ce qui s'y était construit, a déployé des forces militaires et inondé humains, plantes et animaux de milliers de mètres cube de gaz lacrymogène. Nuit debout a rassemblé pendant plusieurs mois sur les places publiques des milliers de personnes qui ont réfléchi à des manières de vivre autrement. Elles ont été systématiquement délogées et les traces de leurs initiatives ont été effacées pour que rien n'en subsiste.

Cette même créativité se développe pourtant partout en Europe et des liens se tissent entre les mouvements citoyens. Des individus et des groupes informels parviennent à obtenir ce que les États n'osent pas entreprendre : un jardinier américain a obtenu la [condamnation de Monsanto par la justice américaine](#) au moment où les députés français refusaient l'interdiction du glyphosate. De même, dix familles européennes [viennent de porter plainte contre l'Europe](#), qu'elles accusent d'inaction climatique, et leur plainte a été jugée recevable.

Il n'est donc pas raisonnable de penser que le politique serait sensible à l'argumentation et au bien commun, et pourrait contraindre des populations rétives au changement sous la pression d'une avant-garde de citoyens éclairés. Mieux vaut constater l'irrationalité de la sphère politique et économique et son incapacité à se hisser au niveau de responsabilité environnementale d'une population européenne éduquée et critique.

Cessons d'en appeler aux politiques et tournons-nous plutôt vers ceux qui, partout à leur niveau, montrent qu'une autre voie est possible. Ne les négligeons pas sous prétexte d'agir au sein d'arènes politiques lointaines où régnerait le sérieux de la bureaucratie et de la finance. S'il y a

une chose urgente à exiger des pouvoirs publics, c'est qu'ils cessent d'agir : que les pouvoirs publics laissent faire ceux qui veulent changer le monde et cessent d'être une entrave aux alternatives.

C'est ce qui nous est arrivé récemment à la lecture de tribunes rédigées dans la presse par des scientifiques, et d'appels de la société civile au sujet de la crise environnementale. C'est pourquoi nous, deux chercheurs en sciences humaines et sociales, souhaitons ouvrir un débat.

Nous avons notamment rencontré ces enjeux environnementaux [lors d'enquêtes conduites auprès du public de musées de sciences](#) dans les années 1980. Les préoccupations écologiques des publics semblaient alors inaudibles pour les institutions, ces dernières y voyant trop souvent l'expression d'une peur irrationnelle.

Notre constat s'appuie également sur une décennie de [recherches sur les parcs naturels et les politiques de la nature](#) ; recherches qui nous ont conduits à une critique de la modernité et des universalismes surplombants.

Aujourd'hui, si nous sommes convaincus du caractère catastrophique de la situation environnementale, nous sommes en désaccord avec le scientisme autoritaire de certains appels à la mobilisation.

Le sérieux a changé de camp

Les diagnostics scientifiques de la crise environnementale (changement climatique, érosion de la biodiversité, pollutions et problèmes de santé publique, accélération de ces processus) témoignent de la non-soutenabilité du modèle de développement des pays industrialisés ; ce constat a maintenant dépassé la sphère académique : les rapports du GIEC (Groupe international d'experts sur le climat) et de l'IPBES (Panel international d'experts sur la biodiversité et les services écosystémiques) ainsi que les tribunes de scientifiques sont commentés dans les médias nationaux.

Les climatosceptiques ont été délégitimés, et il y a consensus sur l'inéluctabilité des dégradations de notre environnement et sur leur origine anthropique. Le concept d'« anthropocène » – l'être humain comme force de transformation de la planète – s'installe après avoir été énoncé en

1949 par Fairfield Osborn. Comme le souligne l'astrophysicien Aurélien Barrau [dans l'une de ses conférences](#), « le sérieux a changé de camp » : autrefois considérés comme des rêveurs, les écologistes ont vu leurs arguments légitimés par la recherche scientifique.

Leurs causes paraissent maintenant relever de l'intérêt général et ce sont les technocrates des ministères qui semblent irrationnels, incompetents, voire cyniques et corrompus par les lobbies. La cause environnementale a subi assez d'épreuves pour que sa trajectoire s'installe durablement dans l'espace public et qu'elle soit maintenant entendue, dans les deux sens du terme : *écoutée*, mais aussi *validée*.

Ces constats sont aussi les nôtres. Le sérieux a en effet changé de camp. Nous devons en tirer les conséquences.

Les appels paradoxaux au pouvoir politique

L'étape actuelle est celle des appels à l'action. Après la [démission de Nicolas Hulot](#) fin août 2018, la marche pour le climat et son interpellation des pouvoirs publics a constitué un temps fort des mobilisations. Sa seconde édition, le samedi 13 octobre 2018, comptait [80 marches organisées](#) dans toutes la France.

Sur le site de [« Rise For Climate »](#) (« Debout pour le climat ») – cet appel mondial lancé le 8 septembre dernier par l'ONG 350.org et qui a donné lieu à des rassemblements citoyens dans les grandes villes du monde –, on peut ainsi lire : « Sur 7 continents, dans 95 pays, avec plus de 900 actions, les citoyen·ne·s du monde entier ont réclamé à leurs responsables locaux un véritable engagement pour le climat ». Et, un peu plus loin : « Rejoignez-nous pour une action locale simple et efficace en vue d'un monde zéro fossile. Montrons à nos dirigeant·e·s et à nos entreprises que la transition vers un monde 100 % renouvelable et alimenté de manière équitable avance chaque jour ».

Les solutions paraissent simples, il suffirait *d'agir*. Les interlocuteurs sont clairement désignés : *le pouvoir politique*, et plus à la marge *les entreprises*. Les appels [d'Aurélien Barrau, soutenu par 200 personnalités](#) et celui des [700 scientifiques](#)

[pour le climat](#) s'adressent eux aussi à la sphère politique.

Dans ces appels, on trouve l'injonction à agir d'urgence, des solutions concrètes à appliquer, l'interpellation des politiques et des entreprises et des références aux sciences pour justifier le diagnostic et les solutions.

Leurs auteurs en appellent à l'autorité de l'État, voire à des mesures coercitives éventuellement impopulaires. Le politique devrait protéger les populations contre leur gré, Aurélien Barrau utilisant la métaphore de l'autorité parentale. Les politiques devraient limiter les libertés de leurs enfants pour les empêcher de casser leurs jouets.

L'imaginaire de ces appels est limpide : le sérieux n'a pas changé de camp, ou alors très brièvement car il est en effet vite relocalisé chez les politiciens, les populations étant irresponsables et infantiles.

Mais les politiques ont montré qu'ils n'étaient pas plus éclairés ni plus sages que ceux sur lesquels ils exercent leur pouvoir. Et s'il faut agir, ce n'est pas en renforçant des pouvoirs qui se sont disqualifiés. Il faut cesser de fantasmer un public infantile qui devrait être gouverné plus fermement.

En finir avec la délégation d'un pouvoir autoritaire

[Les enquêtes menées auprès des publics des musées de sciences](#) ont fait apparaître non des peurs irrationnelles mais bien des préoccupations justifiées.

À partir des années 1960, émerge un certain volontarisme politique sur ces questions, avec la création des parcs nationaux puis celle du ministère de l'Environnement notamment. Mais ce sont en général les mobilisations du public qui ont permis de faire pression sur les acteurs politiques et économiques, constamment en retard sur la sensibilité environnementale. Et la violence avec laquelle sont réprimés les mouvements qui développent d'autres manières de vivre ensemble, hors du contrôle politique, est significative de ce refus de tolérer un autre mode de vie.

Prenons l'exemple des habitants de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, qui ont élaboré ces dernières années des manières de vivre passionnantes, preuve vivante qu'un autre monde

est possible. Or l'État a préféré détruire tout ce qui s'y était construit, a déployé des forces militaires et inondé humains, plantes et animaux de milliers de mètres cube de gaz lacrymogène. Nuit debout a rassemblé pendant plusieurs mois sur les places publiques des milliers de personnes qui ont réfléchi à des manières de vivre autrement. Elles ont été systématiquement délogées et les traces de leurs initiatives ont été effacées pour que rien n'en subsiste.

Cette même créativité se développe pourtant partout en Europe et des liens se tissent entre les mouvements citoyens. Des individus et des groupes informels parviennent à obtenir ce que les États n'osent pas entreprendre : un jardinier américain a obtenu la [condamnation de Monsanto par la justice américaine](#) au moment où les députés français refusaient l'interdiction du glyphosate. De même, dix familles européennes [viennent de porter plainte contre l'Europe](#), qu'elles accusent d'inaction climatique, et leur plainte a été jugée recevable.

Il n'est donc pas raisonnable de penser que le politique serait sensible à l'argumentation et au bien commun, et pourrait contraindre des populations rétives au changement sous la pression d'une avant-garde de citoyens éclairés. Mieux vaut constater l'irrationalité de la sphère politique et économique et son incapacité à se hisser au niveau de responsabilité environnementale d'une population européenne éduquée et critique.

Cessons d'en appeler aux politiques et tournons-nous plutôt vers ceux qui, partout à leur niveau, montrent qu'une autre voie est possible. Ne les négligeons pas sous prétexte d'agir au sein d'arènes politiques lointaines où régnerait le sérieux de la bureaucratie et de la finance. S'il y a une chose urgente à exiger des pouvoirs publics, c'est qu'ils cessent d'agir : que les pouvoirs publics laissent faire ceux qui veulent changer le monde et cessent d'être une entrave aux alternatives.

En finir avec l'essentialisation de « l'Humain »

Sortant de sa discipline, l'astrophysicien Aurélien Barrau évoque des études qui auraient montré que l'homme aurait de tout temps détruit en masse des espèces, ce qui disqualifierait tout intérêt pour les modes de vie du passé.

L'analyse des traces archéologiques et les observations ethnographiques – on pense ici aux travaux des anthropologues [Marshall Sahlins](#), [Pierre Clastres](#), [Philippe Descola](#), [Eduardo Viveiros de Castro](#), [Tim Ingold](#) ou encore [Eduardo Kohn](#) – ont cependant décrit des sociétés qui avaient fait des choix de développement différents des sociétés industrielles, choix qui apparaissent aujourd'hui plus soutenables que les nôtres.

Alors qu'Aurélien Barreau insiste à juste titre sur l'enjeu de nuancer nos diagnostics – selon lui la situation est catastrophique mais elle le sera moins à l'avenir si nous agissons –, il essentialise l'« Humanité », alors que la planète aurait été moins dégradée si ses habitants avaient suivi le modèle de développement de nombreux peuples autochtones.

Ces peuples disposent de savoirs écologiques précis et performants (des travaux ethnographiques sur les savoirs écologiques traditionnels le montrent) qui leur ont permis de développer des sociétés d'abondance où le travail et la croissance n'étaient pas des valeurs (au grand dam des administrateurs coloniaux et des religieux chargés de les convertir). De même, on trouve dans les sociétés modernes maints exemples qui démentent l'idée selon laquelle « l'Humain » serait par essence destructeur de son milieu de vie.

En ce sens, le terme d'« anthropocène » est idéologique : il essentialise l'« Homme », ce qui occulte les nuances nécessaires à la réflexion. Toutes les sociétés n'ont pas produit les catastrophes de la « capitalocène » et si l'on cherche un coupable, c'est plutôt l'alliance entre les sciences, les techniques, la finance, les politiciens et l'industrie. L'« Homme » est une catégorie fourretout qui masque les contradictions, les rapports de domination, et la conflictualité.

Prendre au sérieux les subalternisés

Si le sérieux doit changer de camp, alors il le doit *réellement*.

Prendre au sérieux les préoccupations écologiques impose également d'écouter ceux qui ont pris soin de leur milieu et qui ont eu raison avant nous. Cessons de prendre au sérieux ceux qui ont échoué ! C'est le rapport à la *chose* politique – et non au *personnel* politique – qui est prioritaire.

Pris en ce sens, celui des modalités du vivre ensemble et du règlement pacifique des conflictualités, le politique n'est pas « en haut », ni « là-bas », mais « ici », voire « en dessous » : là où des formes de vie sont sans cesse déracinées, des voix étouffées, des avenir condamnés par les pouvoirs surplombants qui ont montré leur inefficacité.

Le moment est venu de prendre exemple sur ceux qui ont eu raison mais qui sont subalternisés depuis des siècles : peuples autochtones ou inventeurs d'alternatives au développement industriel.

On peut, entre autres, s'appuyer sur les visions et les récits issus des études féministes et des savoirs de la subalternité (on pense par exemple aux travaux des historiens [Donna Haraway](#) ou [Ramachandra Guha](#), ou encore à la sociologie politique de [Boaventura de Sousa Santos](#)) : ils voient du monde autre chose que les récits de la globalisation et du modernisme qui sont pauvres en termes d'ouvertures de possibles. Il est temps de ne plus considérer les voix subalternisées comme un ornement académique ou poétique ; au son de ces voix, le monde serait sans doute rapidement transformé.

Mener l'autocritique des sciences

Des scientifiques donnent maintenant des leçons de morale écologique et en tirent des préconisations. Mais comment tenir ce discours sans critiquer la manière dont la programmation de la recherche est conduite par des gouvernements ou des bailleurs de fonds qui ont amplement contribué à l'idéologie de la croissance, à l'industrialisation et à ses pollutions ? Comment accepter ces leçons de morale sans qu'aucune autocritique des sciences ne soit menée publiquement ?

Il n'y a pas une journée dans nos quotidiens scientifiques où nous ne soyons harcelés par nos institutions pour nous inscrire dans le dogme de la compétitivité, de la productivité et de la concurrence. Or, les scientifiques des sciences de la nature ont largement contribué à l'établissement de ces dogmes au sein des institutions de recherche et d'enseignement supérieur, contre leurs collègues des Lettres et sciences humaines et sociales.

Nous sommes persuadés de la bonne foi des scientifiques signataires des tribunes évoquées plus haut, mais il ne se passe pas un jour sans que nos

institutions scientifiques et universitaires, dominées par la légitimité des sciences de la nature, ne nous enjoignent de faire exactement l'inverse de ce qui s'exprime dans ces tribunes !



Ouvrage présentant les principaux textes de la revue « Survivre... et Vivre ». [Site des éditions L'Échappée](http://www.lechappée.com/)

Un travail de réflexion avait été mené dans les années 1970, par des scientifiques réunis autour du mathématicien Alexandre Grothendieck, dans la revue [Survivre... et Vivre](#) qui fut le premier magazine écologiste français. Cette revue analysait le rapport des institutions scientifiques à l'industrie, à l'argent, au pouvoir, à la colonisation et à l'écologie. Nous avons réédité d'autres revues, rédigées par des scientifiques qui interrogeaient leur pratique quotidienne avec une exigence éthique et autocritique orientée par des perspectives écologistes et humanistes (voir à ce propos [Labo Contestation](#) et [Impascience](#)). On mesure à ces lectures la régression engagée, l'assujettissement de la recherche et de l'université par le marché ; l'effacement de l'autocritique au profit de prises de position tapageuses dans les médias.

Nous estimons qu'il n'est pas possible d'avancer sur les questions environnementales tant que la

recherche et l'enseignement supérieur, ces dispositifs qui structurent l'avenir de nos sociétés, ne remettent pas en cause leurs orientations.

Les réformes de ces vingt dernières années sont toutes allées dans le sens d'un soutien actif à la croissance débridée, à une économie de marché dérégulée et à un autoritarisme de la gouvernance. Ce n'est pas par des tribunes qu'on changera le monde. C'est en changeant nos pratiques quotidiennes, au sein de nos espaces de travail.

Pour une écologie politique et réflexive

L'écologie ne peut être que politique car le désastre environnemental donne raison à ceux qui ambitionnent de transformer la société.

C'est une force subversive sur laquelle les mouvements sociaux s'appuient, puisqu'il est démontré que sans changement radical l'espèce humaine va au-devant des pires dangers. Mais cette ambition des causes écologistes, qui impose une urgence et un horizon normatif sur des bases scientifiques, peut aussi faire l'affaire des forces réactionnaires à l'affût dans les démocraties libérales et conduire à de l'autoritarisme.

C'est pourquoi, si l'écologie est politique, elle doit être réflexive comme nous l'avons exposé ici. Réflexivité de sociétés se retournant sur leur passé pour évaluer la portée des différents modèles de développement qui ont existé et laissé des traces ; réflexivité plus ordinaire à mener dans nos espaces de travail et de vie quotidienne, afin d'évaluer la portée de nos actions et de nos choix.

L'avenir ne se joue pas que dans les arènes transnationales de discussion sur le climat. Il se joue partout où nous avons un choix à faire en tant qu'individus et groupes sociaux. Sans cette réflexivité, céder à l'urgence de l'action risque d'ajouter une catastrophe politique à la catastrophe environnementale.

Igor Babou - Professeur en sciences de l'information et de la communication, Université Paris Diderot – USPC
Joëlle Le Marec - Professeure en sciences de l'information et de la communication, Celsa Paris-Sorbonne –

L'article, avec les références :

<https://theconversation.com/crise-environnementale-pourquoi-il-faut-questionner-les-appels-a-agir-durgence-104522>